

# La démocratisation coincée dans les villages ?

## L'anatomie politique de la stagnation démocratique au Cameroun\*

*KOUAM Isidore Stève*

Doctorant en Sociologie Politique à la Faculté de  
Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de  
Douala, Laboratoire d'Études Politiques

### Résumé

Afin de rendre compte du problème persistant du blocage démocratique au Cameroun, ce travail adresse le problème de l'arlésienne démocratique dans ce pays sous un prisme spatial. Partant du concept foucauldien de « diagramme », ce texte montre comment suite à l'effervescence populaire et aux défections politiques des territoires urbains et ruraux des pôles Nord et Ouest du territoire, qui ont fait vaciller le régime Biya au début des années 1990, celui-ci développera un savoir sur les communautés et déploiera des technologies de « frontiarisation » interne et de dressage sociopolitique afin de conjurer le risque systémique de son effondrement. Ces technologies politiques lui permettront de reconquérir frauduleusement et/ou artificiellement des territoires politiquement décisifs. Les villes, demeurant, plus étanches à ces mécanismes de pénétration, ce sont les villages qui constituent les sites privilégiés de cette capture systémique.

**Mots clés :** Démocratisation, géographie politique, diagramme foucauldien, ethnicité politique, Cameroun.

### Abstract :

In order to report on the persistent problem, of democratic blockade in Cameroon, this work analyses the question of democratic arlesian in this country under a spatial prism. Starting from the foucauldian concept of “diagram”, this work shows how following the popular effervescence and political defections of the urban and rural territories of the North and West poles of the territory, which caused the Biya regime to falter in the early 1990s, will develop knowledge

about communities and deploy community-based technologies of internal “boundarising” and socio-political “dressage” to prevent the risk of its collapse. These political techniques will promote its fraudulent and/or artificial reconquest of strategic political territories. The cities, being, more impervious to these penetration mechanisms, are the villages which constitute the privileged sites of this capture.

### **Keys words:**

Democratization, political geography, Foucauldian diagram, political ethnicity, Cameroon

### **Introduction**

« Maurice Kamto n’a pas à venir distribuer ses gels désinfectants ici à Yaoundé. Qu’il aille faire ça dans son village à Baham »<sup>1</sup>, ainsi criait Valdo, un militant du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), sur les ondes de la Radio Soleil basée à Yaoundé, dans un contexte marqué par l’impératif de riposte contre la pandémie de la covid-19. Si l’on peut s’outrer du caractère grégaire d’un tel discours, le politiste tenu par l’impératif de distanciation qu’il impose le positivisme y voit surtout une perche pour saisir les ressorts pratiques du politique au Cameroun.

On y découvre, d’une part, la banalité du discours fixiste, et d’autre part, un matériau d’analyse du jeu politique camerounais dans un contexte d’arlésienne transitionnelle<sup>2</sup>. Cette volonté de cantonner le déploiement politique des opposants dans leurs villages d’origine, traduit bien une conception spatialement segmentaire, morcelée et grégaire du jeu politique en contexte pluraliste africain. De facture Hégémonique, le régime de Yaoundé a construit, depuis son vacillement de l’année 1992, un système politique étagé au sein duquel l’opposition est réduite à un rôle de subordination et de gestion des parcelles que lui concède la polyarchie gouvernante<sup>3</sup>.

Affairé à perpétuer sa mainmise sur la rente étatique, la *camarilla* présidée par l’inamovible Paul Biya, s’est employée, année après année, à affaiblir et à éroder les bases

---

<sup>1</sup> Émission diffusée en direct le vendredi 02 avril 2020, sur la radio Soleil, FM 104.

<sup>2</sup> Voir Moluh, Yacouba, « L’interminable transition au Cameroun : tentative d’autopsie d’une impasse », *Revue Africaine d’Études Politiques et Stratégiques* (Université de Yaoundé II), 2011, n° 7, p. 63-89 ; F. Eboko, « L’État stationnaire, entre chaos et renaissance », *Politique africaine* (Karthala), n° 150, 2018, p. 5-27.

<sup>3</sup> G. Sartori, *Partis politiques et systèmes de partis. Un cadre d’analyse*, Bruxelles, Éditions de l’Université Libre de Bruxelles, Trad. Van Berg P.-L., Introduction, Mair P., Coll. Fondamentaux, 2011 [1976], p. 321-330.

sociale et spatiale des factions politiques concurrentes moyennant l'exacerbation des clivages identitaires, l'instrumentalisation du droit, les pratiques clientélistes, le patronage, la répression, l'interdiction de manifestation publique, la diabolisation propagandiste de l'opposition et les fraudes électorales<sup>4</sup>. Sous les coups de boutoir de la machine RDPC, des opérateurs historiques de l'opposition Camerounaise, à savoir Bello Bouba Maïgari de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) et Ni John Fru Ndi du Social Democratic Front (SDF), ont progressivement vu leur envergure spatiale régressée d'une couverture nationale vers des enclaves régionales.

S'il est un secteur dans lequel le régime Biya ferait pâlir le plus boulimique des roitelets, c'est sa capacité à s'agripper, et donc, à jouir de la rente étatique. Dopé par cet exploit, c'est sur un ton triomphaliste que Paul Biya répondra à un journaliste français « ne dure pas au pouvoir qui veut, mais qui peut »<sup>5</sup>. Pour y parvenir, le régime du Renouveau a soigneusement bâti un système politique à la physionomie du diagramme foucauldien, c'est-à-dire une structure institutionnelle étagée, maillant l'ensemble de la surface sociale et territoriale, conférant une position centrale et nationale au parti au pouvoir, et cantonnant les factions rivales dans les réduits régionaux et ethniques<sup>6</sup>. C'est, entre autres, fort de cette technologie politique, consacrée par la formule trompeuse de « démocratie apaisée », que le régime brouillera les lignes de *communication dangereuses* entre les différents leaders d'opposition. Ces technologies de pouvoir brideront, jusqu'ici, l'avènement d'une alternance politique au sommet de l'État.

Toutefois, malgré l'activité totalisante du régime Biya, celui-ci ne parviendra pas à contrôler l'ensemble du territoire depuis son centre. L'indocilité des territoires urbains, les flux centripètes des territoires anglophones et les récents taux d'abstention enregistrés durant les élections législatives et municipales de février 2020<sup>7</sup>, révèlent chaque jour la précarité de son pouvoir, émietté entre divers blocs régionaux et fortement contesté en zone urbaine cosmopolite. On est donc fondé d'estimer, en ces temps de fin de règne, qu'autant la transition démocratique est incertaine, autant la conservation du pouvoir par ce régime, après le départ de Biya, demeure tout aussi incertaine. Vu ainsi, derrière l'apparente perpétuité du régime

---

<sup>4</sup> J.-F. Bayart, « Conclusion » Dans *Itinéraire d'accumulation au Cameroun. Pathway to accumulation in Cameroon*, de Peter Geschiere et Piet Koning, Paris-Leiden, Karthala et Africa-Studies, 1993, p. 339-341. J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, p. 277-279, E.-M. Owona-Nguini et H.-L. Menthong, « « Gouvernement perpétuel » et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », *Politique africaine* (Karthala), n°150, 2018, p.97-114.

<sup>5</sup> Cette réponse a été prononcée à l'occasion de la réception de François Hollande au palais présidentielle d'Étoudi le 03 juillet 2015.

<sup>6</sup> M. Foucault, *Surveiller et punir. La naissance de la prison*, Gallimard, coll. Tel, Paris, 227-242.

<sup>7</sup> Ce mot d'ordre de boycott a été lancé par le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) du principal leader d'opposition Maurice Kamto et le Cameroun People Party (CPP) d'Édith Kah Wallah.

proclamée par des auteurs comme Owona-Nguini et Hélène Menthong<sup>8</sup>, couve une effervescence populaire pro-démocratique, faisant de ce temps politique à la physionomie figée un moment ambivalent et intensément fluide, et dont la direction ne se donne pas à voir<sup>9</sup>.

Ce tableau nous permet d'agresser le problème du changement politique au Cameroun sous un angle différent. Les débats sur la démocratisation camerounaise, bien qu'écoulés, n'ont pourtant pas épuisé la question. Des zones d'ombre demeurent tant les analyses sur la petite démocratisation du Cameroun ont fini par projeter plus d'ombre que de lumière sur la dynamique réelle du politique au Cameroun. Loin des lectures homogénéisantes, notre analyse pose le système politique camerounais comme un objet complexe, traversé de tensions multiples dont nous retenons, pour le cas d'espèce, les tensions spatiales.

Il sera question de saisir, au-delà des manœuvres de conservation du pouvoir en place, pourquoi l'effervescence populaire ne débouche pas sur un changement au sommet ? À cette question nous formulons l'hypothèse selon laquelle, l'alternance au sommet peine à se concrétiser en raison de la faible prise des forces de contestation sur les territoires ruraux décisifs pour un basculement démocratique.

Ainsi posée, cette problématique nous plonge dans la controverse théorique au sujet de la captivité systémique ou non des populations rurales<sup>10</sup>. Contrairement à Goran Hyden qui a avancé la thèse de l'autonomie paysanne en adoptant une grille analytique économiste, nous analyserons cette question sur un prisme sociopolitique<sup>11</sup>. Afin d'aboutir sur des résultats frais, ce travail envisage de dépasser les lieux communs de l'explication par les ressources coercitive, communicative, répressive et ethnique de l'État. Bien que pertinentes, de telles narrations construisent inopportunément une immuabilité du régime Biya. D'autre part, en lien avec l'écueil précédent, de nombreux auteurs échouent malheureusement à éclairer sous un jour nouveau la démocratisation camerounaise par une confiance naïve aux chiffres électoraux produits et proclamés officiellement par les officines du pouvoir en place. Comme l'indique Antoine Socpa, ce biais statistique largement su par les experts, devrait interpellier les

---

<sup>8</sup> E.-M. Owona-Nguini et L.-H. Menthong, « « Gouvernement perpétuel » ... », art. cit.

<sup>9</sup> Voir A. Allal et M. Vannetzel, « Les lendemains qui déchantent ? Pour une sociologie des moments de restauration », *Politique africaine* (Karthala), n° 146, 2017, p. 14.

<sup>10</sup> Ce débat a opposé Goran Hyden à Peter Geschiere. Partant de l'incapacité de la bourgeoisie étatique à imposer ses politiques agricoles aux ruraux, Goran Hyden conclut ses travaux par la thèse de la non capture de la paysannerie (*uncaptured peasantry*), cette thèse sera battue en brèche par Peter Geschiere, d'après qui, en tant qu'acteur de la société civile, les ruraux se trouvent bien enserrés dans un réseau de dépendance dominé par l'Etat. Voir P. Geschiere, « La paysannerie africaine est-elle captive ? Sur la thèse de Goran Hyden, pour une réponse plus nuancée », *Politique africaine*, n° 14, 1984, p. 13-33 ; et Goran Hyden, « La crise africaine et la paysannerie non capturée », *Politique africaine*, n°18, 1985, p. 93-113.

<sup>11</sup> Ce prisme politique est aussi celui adopté par Peter Geschiere, *ibid.*

chercheurs à une plus grande réflexivité dans le traitement de l'objet politique en situation quasi-autoritariste<sup>12</sup>.

Pour ce faire l'analyse se fondera sur le concept foucauldien de diagramme, entendu comme une architecture institutionnelle quadrillant l'ensemble du territoire, offrant au gouvernant une vue panoptique, et donc, un savoir et une possibilité d'action éclairée sur la multiplicité des lieux et des objets<sup>13</sup>. Cette ficelle conceptuelle nous permettra d'aborder l'objet complexe de la transition feutrée du Cameroun en tenant compte des différenciations territoriales. C'est à travers un mixte méthodologique d'observation de terrain, d'analyse des coupures de presses et des sorties publiques des autorités publiques et politiques, que se fonde ce travail. Après avoir parcouru la géopolitique de la « décomposition autoritaire » qui fit vaciller le Renouveau entre 1990 et 1996, nous montrerons comment, à partir d'un travail de frontierisation interne, de fraude et de coercition territorialisées, le régime manœuvra pour reconstituer sa mainmise sur le système politique.

## **I. Géographie de la décomposition autoritaire et vacillement politique du renouveau (1990-1996)**

Sous l'effet d'une forte poussée populaire, le bloc au pouvoir dont a hérité Paul Biya en 1982, subira une fissuration qui débouchera sur un *Mezzogiorno*<sup>14</sup>, c'est-à-dire une fragmentation et un émiettement du monolithe postcolonial. La défection des pans politiques non négligeables du territoire comme l'Ouest, le Nord-Ouest, le Sud-Ouest et le Littoral et une bonne partie du Septentrion ont sapé les bases sociales du régime du renouveau, qui ne sauvera les meubles qu'en se fondant sur une capture politique des provinces loyales du Centre, Sud et Est ainsi qu'une poche Kirdi de l'Extrême Nord.

### **A- Fissuration et fragmentation du bloc monolithique**

Le retour du multipartisme et les mobilisations collectives ont intensifié la lutte factionnelle au sommet de l'État avec des effets à la base. Ce fut le moment de la redécouverte du caractère composite, bigarrée et plurale de la société politique camerounaise. Sous l'effet

---

<sup>12</sup> Un auteur comme Antoine Socpa interpelle les chercheurs sur ce biais statistique, selon lui ce biais obère la prise en compte de la mainmise réelle du régime Biya sur la ville de Yaoundé, capitale politique située au cœur du fief Ékang dont fait partie Paul Biya. Voir A. Socpa, « Les dons dans le jeu électoral au Cameroun », *Cahiers d'Études africaines*, n°157, 2000, p. 100-101.

<sup>13</sup> M. Foucault, *Surveiller et punir ...* op. cit., p. 227-242.

<sup>14</sup> Antonio Gramsci définit le *Mezzogiorno* comme une grande désagrégation sociale, voir *Gramsci dans le texte*, Recueil réalisé sous la direction de Ricci, F. et Bramant, J., Éditions sociales, 1997, Paris, p. 113.

conjugué de la crise économique et de la mauvaise négociation de la transition post-Ahidjo, l'alliance hégémonique nouée par Ahidjo sous le prétexte de l'unité nationale entre les segments linguistiques, ethniques et religieux s'effondrera comme un château de carte<sup>15</sup>. S'en suivra une fragmentation du monolithe gouvernant en de multiples factions et une compétition entre les barons de ces différentes factions en compétition.

On observera effectivement une régression du projet unitaire vers une multiplication des pôles d'insubordination et d'indocilité politique à travers le territoire national. Feutré tout au long du règne d'Ahidjo, le multipartisme exacerbera les clivages fondateurs de la société camerounaise. Sous l'effet des déflations du nombre des fonctionnaires, de la tension née suite à la passation tumultueuse du pouvoir, et les dénonciations de favoritisme ethnique, le bloc au pouvoir s'émiettera entre les pôles géopolitiques musulmans du Nord Cameroun, linguistiques des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Anglophones, le bloc ethno-politique du pays Bassa-Mpoo-Bati et les chefferies Bamiléké et Bamoun<sup>16</sup>. Cette fragmentation se cristallisera autour des leaders, érigés en baron politique des différents pôles en compétition. Sans tomber dans la classification réductrice de Laurent Mbassi et Hélène Menthong<sup>17</sup>, qui font de tous les partis d'opposition des partis « mono-régionaux » de facture tribale, on doit dire que le moment des démocratisations du champ politique verra l'ascension deux catégories de partis, à savoir les partis d'envergure nationale et les partis régionaux.

D'une part, on a des leaders, qui bien qu'ancré dans un bastion ethno-régional, jouissent d'une envergure transethnique. À cette catégorie appartiennent les figures politiques comme, Ni John Fru Ndi, bouillant leader du SDF, dont le foyer d'influence recouvre les régions anglophones ; le terroir Bamiléké ; mais également les zones urbaines du littoral et du Centre Cameroun, mais également Bello Bouba, Premier ministre sous Biya, qui cristallise le mécontentement de la faction Peulh musulmane du grand-Nord, mais également, les pans entiers de l'Est, du Littoral ; de l'Ouest et du Sud-Ouest, comme l'attestent les résultats des législatives du 01 Mars 1992<sup>18</sup>. A cette catégorie on peut rajouter l'Union des Populations du

---

<sup>15</sup> Voir F. Pigeaud, *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris, Karthala, 2011, p. 30-40.

<sup>16</sup> Ces clivages sont bien décrits par Fogui Jean-Pierre et Moukoko Priso, voir J-P Fogui, *l'Intégration politique au Cameroun : une analyse centre-périphérie*, préface de Njoh-Mouelle Ebénézer, LGDJ, coll. Bibliothèque Africaine et Malgache. Droit, sociologie politique et économie, 1990, p. 23-24 ; et Moukoko, *Cameroun/Kamerun. La transition dans l'impasse*, Préface de Fotso Djemo, L'Harmattan, Paris, 1994.

<sup>17</sup> L. Mbassi, *Le temps de la réforme. Espace politique et sites de rupture au Cameroun à l'aune du RDPC*, Yaoundé, Ulrich, 2004 ; H.-L. Menthong, « Vote et communautarisme au Cameroun : "un vote de cœur, de sang et de raison" », *Politique africaine*, n° 69, 1998, p. 40-52.

<sup>18</sup> L'UNDP de Maïgari Bello Bouba, avait obtenu 68 sièges de député lors des législatives du 01 mars 1992, dont le total des 10 dans l'Adamaoua, 12 sur 12 dans la province du Nord, 10 sur 29 dans l'Extrême Nord, 5 dans le littoral, 13 à l'Ouest Bamiléké, 13 dans le Sud-Ouest anglophone, et 1 dans le Centre réputé Béti et 4 dans l'Est Cameroun, ce qui fait un total d'au moins 1 élu sur 8 des 10 régions.

Cameroun (UPC). Ce parti jouissait, au moment de son retour dans la compétition politique légale, d'une couverture transrégionale et transethnique, comme l'attestent les sièges de députés obtenus dans quatre régions à savoir le Centre Bassa, l'Ouest Bamiléké, le Littoral et dans le Sud-Ouest anglophone.

On a d'autre part, les partis ethno-régionaux dont l'influence ne déborde pas le cadre de la région du leader. Dans cette catégorie on peut citer l'Union Démocratique du Cameroun (UDC) du Dr. Ndam Njoya dont l'influence se localise essentiellement dans le département du Noun, dans la région de l'Ouest, et le Mouvement Démocratique pour la Défense de la République (MDR) de Dakolé Daïssala, qui est un parti tribun Kirdi. Ces deux derniers partis d'envergure régionale ne parviendront que difficilement à déborder de leur cercle paroissial, émiettant de manière plus fine le monolithe gouvernant.

Le respect du mot d'ordre de villes mortes dans sept des dix régions du triangle national, entre mars et octobre 1991, témoigne de l'ampleur de la crise de légitimité dont souffrait le régime RDPC. Face à l'étendue de la révolte, le leader Biya dû se contenter de la ceinture ethnique Centre-Sud et Est qui lui est apparentée. Cette ligne de défense territoriale présentait l'avantage d'abriter la capitale Yaoundé située en terre Bene et Ewondo loyale au président Biya. C'est en s'appuyant sur ce « noyau dur » territorial et ethnique que le régime de Yaoundé sauvera les meubles de la déprise territoriale.

### **B- Déprise territoriale de l'autoritarisme : Une érosion du monopole politique plus marquée en zone urbaine que rurale**

La crise de légitimité s'est aussi manifestée sur le mode d'une dialectique urbain-rural. Sur ce prisme le succès des mots d'ordre de ville morte dans les principales villes du pays, et la défection électorale des régions non apparentées au président Biya constituent un matériau d'analyse pertinent.

Comme le souligne Mouiche Ibrahim, les transformations globales, l'évolution socioéconomique et la forte urbanisation ont été des facteurs déterminants de la déprise urbaine de l'autoritarisme<sup>19</sup>. Les villes seront à l'avant-garde des revendications populaires avec pour point de départ et pour épicentre la ville historiquement frondeuse de Douala. Le mouvement d'ampleur nationale débuta par l'arrestation de Maître Yondo Black et Anicet Ekane sous le motif que ces derniers s'apprêtaient à lancer un parti politique en toute illégalité, alors même

---

<sup>19</sup> I. Mouiche, « Mutations socio-politiques et replis identitaires en Afrique : Le cas du Cameroun », *African Journal of Political Science*, vol. 1, n° 2, 1996, p. 178.

que la constitution de 1972 prévoyait l'existence des partis politiques d'opposition. Le déni par Paul Biya du motif politique de cette arrestation va motiver la réunion constitutive qui donna naissance au SDF à Bamenda, le 26 mai 1991, malgré l'interdiction préfectorale<sup>20</sup>. Réprimé violemment par les forces de l'ordre avec 6 morts sur le carreau, une manifestation en écho aux violences perpétrées dans la ville de Bamenda s'improvisera le 27 mai dans le campus universitaire de Ngoa-Ekelle situé en plein cœur de Yaoundé.

S'en suivra une déssectorialisation du mécontentement, qui touchera les principales professions affectées par la crise économique, avec pour point d'orgue le lancement en Mai 1991 de la campagne des « *villes mortes* » et plus tard du « *Pays mort* » par la Coordination des Partis Politiques d'Opposition et des Associations. Ce mouvement de désobéissance civique affectera 7 des 10 régions essentiellement non apparentées au groupe pan-ethnique Pahouin dont fait partie Paul Biya. Zacharie Ngniman décrit une division du travail de d'émasculation autoritaire quasi-panoptique au sens foucauldien du terme, avec des formations politiques de poids dans la coordination des quatre blocs politiques du triangle national. On avait de part en part : l'UPC à la coordination du pôle Ouest et Littoral avec pour base Douala, l'UFDC à la coordination du pôle Centre-Sud-Est basé à Yaoundé, le SDF de Ni John Fru Ndi affecté à la coordination du bloc anglophone et l'UNDP de Bello Bouba en tête du dispositif du bloc Nord-Adamaoua et Extrême-Nord basé à Garoua<sup>21</sup>.

Bien que ces acteurs de l'opposition n'aient pas pu obtenir la tenue d'une conférence nationale souveraine, la voie électorale imposée par le pouvoir donnera à voir l'ampleur de la défection des territoires. Contrairement à ce qu'a pu avancer Moukoko Priso l'impact des mouvements populaires ne s'était pas cantonné aux villes<sup>22</sup>. Les élections législatives de 1992 et, plus tard, municipales (1996) verront les provinces de l'Adamaoua et du Nord basculer totalement du côté de l'UNDP, la région anglophone du Sud-Ouest, l'Ouest et le Littoral basculeront aussi dans l'escarcelle des opérateurs politiques d'opposition. Le respect de ce que Antoine Socpa nomme les « contre-consignes » de vote durant les élections municipales de 1996 donneront à voir le recul de la mainmise du régime du Renouveau sur plusieurs espaces ruraux mais surtout urbains<sup>23</sup>. C'est ce qui a motivé le mea-culpa de Charles Doumba alors

---

<sup>20</sup> Ces faits sont décrits par les spécialistes de la sociologie de la démocratisation du Cameroun, voir Bigombe Logo et H.-L. Menthong, « Crise de légitimité et évidence de la continuité politique », *Politique africaine*, n° 62, 1996, p. 16-17 ; Sindjoun Luc, Le système politique face aux enjeux de la transition démocratique (1990-1996), *L'Afrique politique*, 1994, p. 146-147.

<sup>21</sup> Voir Z. Ngniman, *Cameroun. La démocratie emballée*, Clé, Yaoundé, 1993, p. 122.

<sup>22</sup> Cf. Moukoko Priso, *Cameroun/Kamerun...*, op. cit., p. 125.

<sup>23</sup> L'opposition remporter les élections dans 9 des 11 communes urbaines que comptent le Cameroun.

Secrétaire général du RDPC<sup>24</sup>. Toutefois le régime Biya apprendra de cette forte secousse et bâtira une architecture politique, économique, répressive et clientéliste, de neutralisation et de canalisation des mécontentements populaires qui lui permettront de cuirasser la solidité de son régime ; mais surtout de recouvrer artificiellement, ou non, des espaces rognés par l'activité contestataire.

## **II. Diagramme spatial et sociopolitique de prolongation du sursis autoritariste**

Suite au *Mezzogiorno* dont l'ampleur et l'intensité feront vaciller le bloc historique au début des années 1990, le régime du Renouveau s'emploiera à bâtir un diagramme politique pour récupérer les parcelles spatiales de domination qui lui ont été arrachées par les formations d'opposition. Nous entendons par diagramme un dispositif territorial, offrant une position centrale à l'État et lui permettant d'avoir une vue large sur la multiplicité des lieux, des corps et autorisant une action informée de dressage sur ceux-ci<sup>25</sup>. Ce diagramme offre aux gouvernants un savoir sur les masses et partant une action informée et documentée de répartition des espaces et de traçage de frontière interne à l'effet de bloquer la propagation systémique de la contestation et ainsi de canaliser les vellétés de défection.

### **A- La répartition de l'espace d'expression politique : fixer pour mieux régner**

N'entendant pas organiser des élections pour perdre le contrôle sur l'opportunité étatique<sup>26</sup>, les gouvernants ont procédé à la mise en œuvre des technologies politiques de neutralisation de l'effervescence populaire afin de restaurer leur capacité d'extraction dans les territoires ayant rompu le pacte d'allégeance. Cette politique de restauration autoritaire reposait, entre autres, sur un travail de répartition spatiale sensé désarticuler le quadrillage des forces d'opposition et lui imposer un contre-quadrillage étatique. Cette désarticulation procédait d'un savoir sur la multiplicité des acteurs, des communautés et une *frontiarisation* interne afin de fixer chaque acteur dans sa communauté d'origine. En d'autres termes cette désarticulation

---

<sup>24</sup> Le secrétaire général du parti au pouvoir, sur un ton dépité reconnaissait que les villes venaient de sanctionner les politiques de déflation, la baisse du pouvoir d'achat et la baisse de la qualité de vie des habitants des métropoles. Cf. I. Mouiche, « Mutations socio-politiques ... », art. cit., p. 181.

<sup>25</sup> Cette conception est empruntée à M. Foucault, Cf., *Surveiller et punir...*, op. cit., p. 227-264.

<sup>26</sup> La maxime selon laquelle « on n'organise pas les élections pour les perdre » en Afrique a été popularisée par l'ancien président congolais Pascal Lissouba, souligné par Issaka Souaré, *Les partis politiques de l'opposition en Afrique. La quête du pouvoir*, coll. Politique Mondiale, Presses Universitaires de Montréal, Montréal, 2017, p. 25.

correspondait à un travail de sédentarisation politique des corps mais beaucoup plus des pulsions indociles<sup>27</sup>.

En effet, à partir de la fin de la décennie 1990 où l'on a constaté une montée de l'effervescence populaire, les intellectuels organiques comme Mono Ndzana, et dans une certaine mesure Joseph Owona, vont monter au créneau pour procéder au travail de désignation de l'ennemi interne<sup>28</sup>. La montée politique des leaders Ni John Fru Ndi et Bello Bouba, respectivement originaires de la communauté Grassfield et de la communauté Peuhl, aggravera le discours tribal à l'encontre de leurs communautés d'appartenance. Mais c'est surtout contre la communauté Grassfield que les flèches des thuriféraires de Biya s'adresseront, donnant lieu à une grammaire anti-bamiléké. Cette littérature tribale que Elenga Mbuyinga qualifiera de Renouveau Tribal s'entend comme le passage d'un moment où « les thèses et théories tribalistes qui, jusque-là, étaient juste murmurées de bouche à oreille, avec un brin de mauvaise conscience (...) [deviennent] désormais et gaillardement dites (...) formant même le contenu des thèses de doctorat, permettant ainsi à des concitoyens de se pavaner avec une caution scientifique »<sup>29</sup>. Mono Ndzana, s'est particulièrement illustré dans cette discoursivité ethnique, à travers son concept « d'ethnofascisme »<sup>30</sup>. En réaction à ce concept, de nombreux intellectuels l'accuseront en retour d'alimenter la logorrhée tribale au profit du pouvoir de Paul Biya, dont il fut l'un des illustres hagiographes. Durant les élections de 1992, ce thème participera à déplacer le débat du terrain des programmes, vers celui des identités.

Lors des élections présidentielles de 2018, l'intellectuel Owona-Nguini réactualisera derechef ce concept « d'ethnofascisme », cette fois, pour indexer le parti politique Maurice Kamto<sup>31</sup>. Il s'engagera, surtout, dans une diatribe discursive, contre le sulfureux Patrice Nganang<sup>32</sup>. Pendant que celui-ci utilisait le lexème « *Bulu* » pour sabrer l'élite

---

<sup>27</sup> Sur la notion de frontiarisation interne ou mouvante lire, W. Mignolo, « Géopolitique de la sensibilité et du savoir. (Dé) colonialité, pensée frontalière et désobéissance épistémologique », *Mouvement* (La Découverte), n° 73, 2013, p. 181-190 ; A. Mbembe, *Brutalisme*, la Découverte, Paris, 2020, chap. 6.

<sup>28</sup> Ces derniers, tous fervents défenseurs du régime du Renouveau, se déploieront sous des registres différents. Mono Ndzana investira le champ des idées avec le concept d'ethnofascisme, tandis que Joseph Owona agitera discrètement le spectre du sentiment anti-bamiléké. Voir Tcheuyap de Alexie, *Autoritarisme, presse et violence au Cameroun*, coll. Hommes et sociétés, Karthala, Paris, 2014, p. 179 ; concernant le cas Mono Ndzana, lire Elenga Mbuyinga, *Tribalisme et problème national en Afrique noire : le cas du Kamerun. Contribution à l'étude de la question des nationalités et du problème régional*, préfacé par Woungly Massaga, L'Harmattan, Paris, 1989, p. 35-39.

<sup>29</sup> *ibid.*, p. 34.

<sup>30</sup> Ce concept a été forgé, selon le philosophe, afin de dénoncer un plan de domination ourdi par la communauté bamiléké. Perçu comme une offense voilée, de nombreux intellectuels bamiléké réagiront, en dénonçant plutôt un monofascisme.

<sup>31</sup> C'est à travers sa page Facebook qu'il animera ce débat.

<sup>32</sup> Georges Dougueli estime que ces intellectuels ont largement contribué à diffuser le poison tribal dans le corps social ; lire G. Dougueli ; « Cameroun : Mathias Eric Owona Nguini, Patrice Nganang et le poison du tribalisme », <https://www.jeuneafrique.com/mag/792259/politique/cameroun-mathias-eric->

corrompue au pouvoir, celui-là, créera le néologisme de « *tontinard* » pour étiqueter les militants du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun. Ce lexique sera condamné par le président de la Commission Nationale pour le Bilinguisme et le Multiculturalisme, Peter Mafany Musonge, ce qui atteste du caractère grégaire et conflictualiste de tels lexèmes.

Une autre technique de neutralisation de l'opposition consiste à coopter des acteurs apparentés à l'ethnie des opposants les plus sérieux avec principale tâche de s'attaquer au frère<sup>33</sup>. La désignation du président du Parti Politique des Patriotes Démocrates pour le Développement du Cameroun (PADDEC), comme Ministre Délégué auprès du ministre de la Justice, s'inscrit dans cette logique. Une fois nommé, et après un rite d'ascèse de renoncement de soi, le nouveau ministre s'est distingué par un discours tribal anti-bamiléké qui a surpris plus d'un. Le point culminant de cette dérive haineuse a eu lieu le dimanche 3 avril, lorsque sur les ondes de la télévision nationale Cameroon Radio and Télévision (CRTV), le nouveau ministre justifiait le massacre des juifs afin d'intimer aux membres de la communauté Bamiléké de se détourner du candidat Kamto Maurice<sup>34</sup>. Si Biya et plus auparavant l'administration coloniale française avaient recouru à cette pratique de neutralisation ethnique par la confrontation du frère par le frère, la particularité de Momo était la haine tribale qu'il a pu nourrir pour sa propre communauté. En effet ni Sadou Hayatou d'origine Peulh comme Bello Bouba, ni Achidi Achu d'origine Anglo-Bamiléké comme John Fru Ndi, désignés premier ministre afin de freiner l'ancrage communautaire des principales figures d'opposition, n'avaient versé dans un registre aussi nauséeux.

Les alliances politiques s'inscrivent aussi dans cette stratégie de fixation ethnique des formations d'opposition pertinentes, cette technologie permet au gouvernant d'offrir des strapontins ministériels ou administratifs en échange de la sédentarisation régionale d'un adversaire coriace. La décision du RDPC de ne coopter que les figures Bassa de l'UPC dans son gouvernement du 27 novembre 1992, alors que ce parti historique disposait des élus dans les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest, relevait d'un projet de tribalisation de cette formation historique. Jeu auquel les négociateurs Upécistes de l'alliance du 28 septembre 1992 avaient accepté de prendre part aux fins de participer à la « politique du ventre ». Sur un registre plus individuel les nominations dans ce même gouvernement des militants de l'UNDP, à savoir Issa Tchiroma et Moustapha Ahmadou tous deux Peuls autant que Bello Bouba, obéissait à cette

---

[owona-nguini-et-patrice-nganang-une-rivalité-sur-fonds-de-tensions-ethniques/](#), consulté le 03 juin 2020.

<sup>33</sup> J.-F. Bayart, « Conclusion » Dans *Itinéraire d'accumulation au Cameroun...*, art. cit., p. 339-341.

<sup>34</sup> Ces propos ont provoqué l'indignation des organisations juives à travers le monde.

stratégie fixiste avec en prime une volonté du régime de faire implorer cette formation politique dont l'engagement brisait l'alliance Nord-Sud. Cette politique fixiste fondée sur le savoir de la multiplicité des lieux, des communautés et des cultures, s'est doublée des politiques coercitives et correctives de reconstitution de l'alliance hégémonique.

## **B- Fabrique correctrice et coercitive de l'allégeance : la reconstitution du bloc hégémonique depuis son centre architectural**

Afin de conjurer le risque systémique d'un renversement par la voie électorale, le régime Biya a dû mobiliser les répertoires correctifs et coercitifs de domination politique en complément au travail de répartition et de frontiarisation interne. C'est grâce à ces ressources de fraude, de répression que l'alliance hégémonique s'est progressivement reconstituée.

### ***1. Fabrique correctrice des allégeances***

Comme le décrit si bien Michel Foucault, le mécanisme de domination repose sur la capacité de l'État à admonester des sanctions normalisatrices<sup>35</sup>. L'enjeu étant de maintenir un conformisme social favorable à la perpétuation du régime<sup>36</sup>. Dans le cas du Cameroun, la correction politique des écarts de comportements électoraux réside sur plusieurs techniques dont celles liées à la « politique du ventre », d'une part, et les mécanismes de la fraude électorale d'autre part. Le contrôle de l'accès aux filières d'accumulation, le monopole de la dispensation des licences d'exploitation et le pouvoir de nomination ont été des ressources néopatrimoniales dont a usé le président Biya pour assujettir ses opposants politiques et les figures contestataires de la société civile. L'entrée dans les gouvernements en 1992, 1997 et 2019 respectivement des leaders de l'UPC et du MDR ; de l'UNDP et puis du PADDEC s'inscrit dans la logique de la manducation politique.

Au niveau local, c'est moyennant une entrée au sénat que le président Biya a pu mettre en conflit Pouokam Max, le chef supérieur Baham, et les militants du MRC de Maurice Kamto originaires de cette localité. Si l'on suit les analyses de Mouiche Ibrahim et d'Antoine Socpa on s'aperçoit que l'usage du don est un levier de capture des autorités traditionnelles et des élites. Cette politique du *Njangui* n'épargne pas les figures de la société civile, dont celles de la

---

<sup>35</sup> M. Foucault, *Surveiller et punir ...*, op. cit., p. 200-213.

<sup>36</sup> Ibid.

contestation des années 1990 comme Bernard Tchoungang, Hervé Emmanuel Kom, Suzanne Kala-Lobe et Maurice Kamto qui se sont retrouvés proches et/ou au sein du gouvernement de Paul Biya à un moment de leur trajectoire. De manière paradoxale, les néo-courtisans retourneront le détour de Maurice Kamto dans le gouvernement de Biya pour justifier leur conversion à la politique du ventre<sup>37</sup>. Cet attrait des intellectuels pour la manducation permet en temps opportun au régime de réactualiser sa capacité à dévier le changement en ce que Gramsci qualifiait le *transformismo*<sup>38</sup>.

La fraude électorale est l'autre pendant des principaux mécanismes correctifs de domination politique. En tant que technique de dévoiement du contrôle populaire (*empowerment*) sur l'action des gouvernants, elle consacre la réification du peuple, mais également la capture des allégeances communautaires à travers des mécanismes aussi variés que l'achat des votes, le bourrage des urnes, la manipulation statistique des résultats électoraux et l'intimidation etc. Lors des élections présidentielles de 2018, nous avons pu réaliser une observation participante en tant que mandataire d'un parti politique dans la circonscription électorale d'Elig-Mfomo. *In situ*, on a pu observer comment le parti au pouvoir s'arroge des scores soviétiques dans la commune d'Elig-Mfomo et dans les circonscriptions électorales présentées comme ses bastions en général. Sans rentrer dans une description détaillée de notre enquête, on se bornera à présenter trois modes de fraudes employées par la chaîne d'acteurs locaux de capture de l'électorat rural.

L'économie de la fraude électorale dans la circonscription d'Elig-Mfomo consiste à l'achat des voix, au bourrage des urnes et aux votes multiples. L'achat de voix s'effectue par l'entremise des élites urbaines déployées devant les bureaux de vote stratégiques le jour des opérations électorales. Devant le bureau de vote d'Endama Chefferie, qui compte plus de 360 inscrits, était assise une dame de forte corpulence tenant une sacoche pleine d'espèces sonnantes et trébuchantes, derrière laquelle se tenait une file de villageois qui s'allongeaient au fût et à mesure que les électeurs sortaient du bureau de vote. Ces électeurs étaient conduits dans un maquis clandestin où était offert à boire et distribué l'argent en échange des bulletins de l'opposition. Puis autour de midi, alors que les bureaux de vote se dépeuplent des électeurs débutent les opérations de bourrage des urnes. Cette phase s'opère par l'entremise des bourreurs

---

<sup>37</sup> C'est un argument qu'utilisera des intellectuels Claude Abe et Owona-Nguini pour justifier leur prise de position en faveur du régime Biya, en récompense de leur repositionnement idéologique Claude Abe sera recruter à l'université de Douala et Owona-Nguini sera nommé vice-recteur de l'Université de Yaoundé I.

<sup>38</sup> D'après Gramsci le *transformismo* correspond à une situation où les forces conservatrices se maintiennent en affaiblissant les forces du changement dont elles absorbent les leaders capables de structurer idéologiquement la lutte, cf. A. Gramsci, op. cit., p. 536-543.

d'urnes qui sont, en réalité, les supposés scrutateurs que les commissions locales ont déployés dans l'ensemble des bureaux de vote, et n'a débutée qu'après que la cheffe d'antenne communale d'Elecama soit venue distribuer les encres de couleur distinctes de celles utilisées en matinée ainsi que les listes des absents et des personnes décédées encore inscrites sur le fichier électoral. Après menace ou achat des représentants des partis d'opposition dans les bureaux de vote, les supposés scrutateurs disposés dans l'ensemble des bureaux de vote procèdent au bourrage des urnes en émergeant sur en lieu et place des absents. L'indicateur de ce bourrage des urnes est la diminution anormale des bulletins de vote du candidat Biya et le constat des empreintes de couleurs différentes sur les fiches d'émergence. Pourtant l'article 104, alinéa 1 du code électoral dispose que chaque électeur prenne le bulletin de chacun des candidats avant de se rendre dans l'isoloir<sup>39</sup>. Ce bourrage massif des urnes n'épargne pas les villes, Thierry Okala Ebode a pu s'en rendre compte à son corps défendant lorsqu'aux alentours de 17 heures, après avoir voté, au moment d'émerger il constata que quelqu'un d'autre l'avait déjà fait à sa place<sup>40</sup>. Au regard de ces fraudes massives, les taux de participation insolites et le soutien massif des ceintures communautaires du Centre-sud-Est au président Biya sont à l'évidence surfaits<sup>41</sup>.

Ces techniques de fraudes électorales mettent à contribution une chaîne d'acteurs allant des élites du coin présentes dans les villages au moment du vote, les mandataires de l'administration territoriale représentés dans les commissions locales de vote, ainsi que ELECAMA, organe en charge de l'organisation des opérations de vote, pourtant supposé neutre et indépendant<sup>42</sup>. Ce qui corrobore les propos de l'avocat du Social Democratic Front (SDF) tenus lors du contentieux électoral selon lesquels qu'il existerait une relation de concubinage entre ELECAMA, le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT) et le RDPC. Sur cet angle l'élection apparaît bien plus comme un attrape-nigaud qu'une compétition au bout de laquelle le peuple choisit ses représentants comme le pensait les théoriciens de la démocratie moderne. Au niveau local, et notamment périphérique, l'enjeu de ces mécanismes de capture électorale par les élites, les préfets et le personnel d'ELECAMA est de maintenir les positions de

---

<sup>39</sup> L'article 104.- (1) du code électoral dispose « L'électeur, après avoir fait constater son identité, prend lui-même une enveloppe et chacun des bulletins de vote mis à sa disposition, rentre obligatoirement dans l'isoloir et y opère son choix », d'après la lettre de la loi, tout électeur prendrait le bulletin de chaque candidat, de ce fait, les bulletins de chaque candidat devraient diminuer à la même allure.

<sup>40</sup> Le film de cet événement est relaté par D. Lambo Ebelle, <https://fr.allafrica.com/stories/20181008017.html>, consulté le 03 juin 2020.

<sup>41</sup> Un des paradoxes du vote au Cameroun c'est que les taux de participations sont plus élevés dans les territoires dont le taux d'alphabétisation est faible et où la pauvreté est galopante.

<sup>42</sup> Dans le bureau de vote d'Endama Chefferie on a pu observer, de visu, comment les représentants d'Elecama et de l'administration territoriale bourraient les urnes.

pouvoir et/ou d'obtenir des promotions et des nominations, tandis qu'au niveau central l'objectif étant de perpétuer le système en place<sup>43</sup>. Toutefois, à travers le mécanisme du double encreur le détenteur du pouvoir central dispose des moyens de distinction entre le vote réel et le vote artificiel. C'est ainsi que malgré des scores staliniens, certains ministres peuvent être débarqués du gouvernement ou alors affecté à un ministère moins important<sup>44</sup>.

## 2. *Fabrique coercitive des allégeances*

Afin de maintenir son emprise sur la rente étatique, les autorités ne lésinent pas sur les moyens coercitifs. Dans ce cadre l'État s'appuie sur un dispositif constitué d'autorités administratives, judiciaires, policières, traditionnelles et des barbouzes stipendiés par les élites cadres du parti. Bien que cette violence physique ne soit pas exclusive au pouvoir<sup>45</sup>, force est d'admettre qu'en raison de la caporalisation des autorités administratives, traditionnelles et des principaux *Bigmen* et barons locaux par le Renouveau, le recours à la violence physique est surtout l'œuvre des militants du parti au pouvoir. Ces derniers y recourent soit pour empêcher aux partis d'opposition de se déployer dans les espaces qu'ils n'entendent pas partager avec leurs adversaires, soit pour brutaliser ceux qui y sont et qui veulent labourer le terrain politique. C'est ainsi que des badauds, sous le regard passif et complice de la gendarmerie, ont littéralement empêché à un convoi du MRC d'entrer dans la ville d'Ebolowa<sup>46</sup>. On y décèle une volonté de sanctuariser la région du Sud, et plus largement les territoires constituant la ceinture ethnique Ékang, qui servirait de tremplin à l'hégémonisme du parti RDPC au pouvoir. Car dans le même temps le régime Biya, par l'entremise de la préfectorale, interdit aux populations des

---

<sup>43</sup> A. Socpa, « le don dans... », art. cit., p. 101.

<sup>44</sup> Tel est le cas des ministres Ahmadou Ali qui sortira du gouvernement après les élections présidentielles de 2018, ou encore d'Henry Eyebe Ayissi qui sera affecté au Ministère du Cadastre et des Affaires Foncières en sortant du prestigieux Ministère de l'Agriculture.

<sup>45</sup> L'histoire politique contemporaine du Cameroun nous renseigne des cas de violence contre les partisans du régime RDPC dans les bastions de l'opposition, notamment l'assassinat de Tita Fomukong dans la ville de Bamenda par les militants du SDF en 1992 ; les récentes élections législatives et municipales dans la commune de Koupa Matapi se sont soldées par les meurtres de trois militants, dont deux du RDPC et un de l'UDC. <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-violences-post-electorales-mort-dhommes-dans-le-noun-une-mairie-et-une-sous-prefecture-saccagees-362688.h/>, consulté le 02 mai 2020.

<sup>46</sup> Le candidat déclaré du MRC aux législatives dans la circonscription de la Mvila, se fera verser de l'eau dessus et traiter de traître au motif qu'il serait candidat pour le parti du Bamiléké Kamto. Ces actes de violence sonnent comme un écho aux propos du Ministre Jacques Fame Ndongo qui faisait savoir aux allogènes de la ville de Sangmelima « La couleur locale ici dans le Sud, c'est le RDPC et non pas un autre parti. Lire <https://actucameroun.com/2019/10/20/jacque-fame-ndongo-sadressant-a-la-communauté-bamoun-de-sangmelima-ayez-la-couleur-locale/amp/>., consulté le 6 mai 2020.

Hauts-Plateaux, dont est originaire Maurice Kamto, de voter pour ce dernier. Dans un enregistrement audio qui a fait le buzz sur la toile, on a entendu Mr Félix Belonougou, préfet des Hauts-Plateaux dire :

« Il (Maurice Kamto) cherche le pouvoir mais il faut savoir faire attention, parce que, avec les élections, ils vont orienter les populations dans le mauvais sens (...) si vous vous trompez ici localement à les voter, parce que c'est vos frères des Hauts-Plateaux, ils vont nous mettre plutôt dans le noir, parce qu'on va vous considérer tous ici comme des opposants »<sup>47</sup>

À l'analyse de ce discours, il apparaît clairement que ni l'administration, ni la chefferie traditionnelle ne sont neutres et encore moins libres. Ceux-ci sont au service de la perpétuation du régime RDPC dont ils sont des relais locaux. La préfectorale est au cœur du travail de répartition, car disposant des renseignements et des forces de l'ordre. Leur savoir sur la multitude, les tribus, les clans et les familles des différents terroirs, couplé à leur capacité à mobiliser les forces de l'ordre favorise l'exercice de sanctions normalisatrices, en cas d'indocilité caractérisée, ils peuvent faire recours au pouvoir mystique des chefs traditionnels qui leurs sont subordonnés<sup>48</sup>.

## Conclusion

Durant les lignes qui précèdent, il a été question d'appréhender les variables géopolitiques et sociopolitiques qui obèrent, malgré l'effervescence populaire, la matérialisation d'une alternance démocratique au Cameroun. On a pu se rendre compte, qu'après la fêlure qui a lézardé le bloc gouvernant dans les années 1990, celui-ci s'est employé, moyennant des technologies coercitives et correctives, à reconstituer sa mainmise sur le système politique. Reposant sur le diagramme foucauldien, entendu comme technologie pragmatique de quadrillage territorial, de constitution d'un savoir sur ces territoires et de l'activité de dressage sur la multiplicité des corps et des âmes peuplant ces territoires<sup>49</sup>, le régime du Renouveau a opéré une gestion différentielle des territoires urbains et ruraux. La ville s'étant montrée moins perméable au travail de dressage du régime RDPC, c'est dans les villages et notamment les villages politiquement stratégiques pour sa survie que le régime

---

<sup>47</sup> À consulter sur <https://www.facebook.com/EnsembleVotonsTousKamto/Vidéos/40753423270138/>, consulté le 04 mai 2020.

<sup>48</sup> M. G. Schatzberg, « La sorcellerie comme causalité politique », *politique africaine*, n° 79, octobre 2000, p. 33-47.

<sup>49</sup> M. Foucault, *surveiller et ...*, op. cit. p. 227-264.

déploiera énergiquement son arsenal de dressage et de fabrique des allégeances. En effet, sachant que « les villes sont généralement à la tête de l'opposition »<sup>50</sup> le régime s'est fondé, sur un complexe de savoirs anthropologiques, une connaissance et au besoin d'une construction des antagonismes, d'une frontiarisation interne du territoire mais également de techniques frauduleuses et coercitives de capture politique, afin de neutraliser par la périphérie l'éventualité d'une alternance démocratique au sommet. Ce qui conforte l'hypothèse selon laquelle le sursis du régime réside, avant tout, sur la faible prise de l'opposition sur les périphéries. Cette réalité porte un coup aux thèses de l'autonomie du monde rural défendues par Goran Hyden. Ce dernier n'avait pas suffisamment pris en compte les variables politiques dans son analyse, d'où la fragilité de thèse de la non-capture, une fois transposé sur le terrain politique.

D'un point de vue prospectif, en considérant l'âge avancée de Paul Biya, la société camerounaise avance résolument vers un moment de fluidité historique dont la direction reste à découvrir. L'histoire politique, à venir au Cameroun, pourrait emprunter deux voies, à savoir celle de l'alternance au profit d'une formation d'opposition, ou alors une transition contrôlée par la camarilla RDPC. La capacité des forces d'opposition à négocier à leur avantage, ce moment d'incertitude, réside nécessairement par leur aptitude à liquider les mécanismes coercitifs, discursifs et correctifs qui fondent la capture étatique des espaces ruraux<sup>51</sup>. Le local apparaît donc comme un enjeu politique et épistémique majeur, pour les analystes et les acteurs politiques, parce que les lendemains politiques et l'enrichissement des savoirs sur la transitologie dépendent des jeux qui s'y déroulent.

## **Bibliographie**

Amin, Allal, et Marie Vannetzel. 2017. «Les lendemains qui déchantent ? pour une sociologie des moments de restauration.» *Politique Africaine* 5-28.

---

<sup>50</sup> M. A. De Montclos, « La ville à la pointe des changements ? Lagos entre opposition et diversion », *Autrepart*, Edition de l'Aube, IRD, 1999, p. 67.

<sup>51</sup> A. Mabileau (Dir.), *A la recherche du « local »*, coll. Logiques politiques, L'harmattan, 1993, Paris, p. 10.

- Bayart, Jean-François. 1993. « Conclusion » Dans *Itinéraire d'accumulation au Cameroun. Pathway to accumulation in Cameroon*, de Peter Geschiere et Piet Koning, 335-344. Paris-Leiden: Karthala et Africa-Studies Centrum.
- Bayart, Jean-François. 1989. *L'Etat en Afrique*. Paris : Fayard.
- Bigombe Logo, et Hélène-Laure Menthong. 1996. « Crise de légitimité et évidence de la continuité politique » *Politique africaine* : 15-23.
- Camau, Michel et Massardier, Gilles. 2009. *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*. Paris - Aix en Provence: Karthala - Institut d'Etudes Politiques.
- Dahl, Robert A. 2016 [1971]. *Polyarchie : participation et opposition*. Traduit par Pascal Delwitt et Michelle Mat. Bruxelles : Edition de l'Université de Bruxelles.
- Eboko, Fred. 2018. « L'Etat stationnaire, entre chaos et renaissance » *Politique africaine*, (Karthala) (150) : 5-27.
- Ela, Jean-Marc. 1994. *Afrique, l'irruption des pauvres. Sociétés contre l'ingérence, pouvoir et argent*. Paris: L'Harmattan.
- Elenga Mbuyinga. 1989. *Tribalisme et problème national en Afrique : cas du kamerun. Contribution à l'étude de la question des nationalités et du problème régional*. Préfacé par Woungly Massaga. Paris : L'Harmattan.
- Fogui, Jean-Pierre. 1990. *L'intégration politique au Cameroun : Une analyse centre-périphérie*. préfacé par Njoh-Mouelle. Vol. XLIX. Paris: LGDJ.
- Foucault, Michel. 1975. *Surveiller et punir*. Paris : Gallimard, coll. Tel.
- P. Geschiere. 1984. « La paysannerie africaine est-elle captive ? Sur la thèse de Goran Hyden, pour une réponse plus nuancée », *Politique africaine* (Karthala), (n° 14) : 13-33.
- Gramsci, Antonio. 1977. *Gramsci dans le texte* . Recueil réalisé sous la direction de Ricci, Francois et Bramant, Jean. Paris: Edition Sociales. 1984
- Hervieu, Bertrand. 1993. Dans *A la recherche du local*, de (Dir.)Mabileau Albert, 67-75. Paris : L'Harmattan.
- Hyden Goran. 1985. « La crise africaine et la paysannerie non capturée ». *Politique africaine* (Karthala) (18) : 93-113.
- Issaka, Souaré. 2017. *Les partis politiques de l'opposition en Afrique. La quête du pouvoir*. Édité par Coll. Politique Mondiale. Montreal: Presses Universitaires de Montréal. <<https://books.openedition.org/pum/11199>>.
- Joseph, Richard. 1986 [1977]. *Le mouvement nationaliste au Cameroun. Les origines sociales de l'UPC*. Préface de Bayart, Jean-François et Postface de Mbembe, Achille. Traduit par Daniel Michel-Chich. Paris : Karthala.

- Karnoouh, Claude. 1973. «La démocratie impossible. Parenté et politique dans un village lorrain.» *Etudes rurales* (52) : 24-56. [https://www.persée.fr/doc/ruural\\_0014-2182\\_num\\_521\\_1910](https://www.persée.fr/doc/ruural_0014-2182_num_521_1910).
- Mabileau, Albert. 1993. *A la recherche du "local"*. Édité par Coll. Logiques politiques. Paris : L'Harmattan.
- Mabileau, Albert. 1993. « Variations sur le local » Dans *A la recherche du local*, de Albert Mabileau, 21-28. Paris : L'Harmattan.
- Marafa, Hamidou Yaya. 2014. *Le choix de l'action. Mes dix années au MINAT*. Yaoundé : Schabel.
- Mbembe, Achille. 2020. *Brutalisme*. Paris : La Découverte.
- . 2000. *De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. 2e. Paris : Karthala.
- Menthong, Hélène-Laure. 1998. « Vote et communautarisme au Cameroun : "un vote de coeur, de sang et de raison" » *Politique africaine* : 40-52.
- Mignolo, Walter. 2013. « Géopolitique de la sensibilité et du savoir. (Dé) colonialité, pensée frontalière et désobéissance épistémologique » *Mouvement (La Découverte)* (73) : 181-190.
- Moluh, Yacouba. 2010. « L'interminable transition au Cameroun : tentative d'autopsie d'une impasse » *Revue Africaine d'Etudes Politiques et Stratégiques* (Université de Yaoundé II) (7) : 63-89.
- Mouiche, Ibrahim. 2005. « Autorités traditionnelles, multipartisme et gouvernance démocratique au Cameroun » Édité par Codesria. *Afrique et Développement XXX* (4) : 1-29.
- Mouiche, Ibrahim. 2004. « Processus de démocratisation et rotation locale des élites » *Verfassung und recht in übersee law and politics in Africa, Asia and Latin America* (37) : 401-431.
- Ngniman, Zacharie. 1993. *Cameroun. La démocratie emballée*. Yaoundé : Clé.
- Nkainfon Pefura, Samuel. 1996. *Le Cameroun. Du multipartisme au multipartisme*. Points de vue concrets. Paris : L'Harmattan.
- Owona-Nguini, Mathias Eric et Menthong, Laure-Hélène. 2018. « Gouvernement perpétuel et démocratie janusienne au Cameroun » *Politique africaine* (150) : 97-114.
- Pigeaud, Fanny. 2011. *Au Cameroun de Paul Biya*. Paris : Karthala.
- Priso, Moukoko. 1994. *Cameroun/Kamerun. La transition dans l'impasse*. Préface de Fotso Djemo. Paris : L'Harmattan.

- Sartori, Giovanni. 2011 [1976]. *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse*. Introduction de Peter Mair. Édité par Coll. Fondamentaux. Traduit par Paul-Louis Van Berg. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.
- Schatzberg, Mickael A. 2000. « La sorcellerie comme causalité politique » *Politique africaine* (79) : 33-47.
- Socpa, Antoine. 2000. « Les dons dans le jeu électoral au Cameroun » *Cahiers d'Etudes africaines* XL-1 (157) : 91-108.
- Tcheuyap, de Alexie. 2014. *Autoritarisme, presse et violence au Cameroun*. coll. Hommes et sociétés, Paris : Karthala.
- Vigier, Phillipe. 1993. « La prise en compte du "local" par les historiens actuels.» Dans *A la recherche du local*, de (Dir.) Mabileau Albert, 43-51. Paris : L'Harmattan.